

INFORMATION COVID 19

Suite aux annonces du Président de la République et au décret pris par le Premier Ministre, voici quelques points pratiques à prendre en compte dans la gestion de vos résidences.

Deux principes à prendre en compte dans l'aménagement de l'activité de vos résidences

- Principe de prévention du risque de transmission du virus. C'est celui qui sous-tend ces mesures de restriction de circulation est celui de prévention

Ce principe de prévention s'applique d'une part aux salariés mais également aux étudiants qui sont amenés à rester dans les résidences.

- Obligation de sécurité.
Il faut rappeler que **le logement en résidence étudiante est considéré comme un domicile**. A ce titre, il n'est pas possible d'en interdire l'accès aux étudiants titulaires d'un contrat d'hébergement.

Le gestionnaire d'un logement-foyer est tenu d'une obligation de sécurité à l'égard de tous ses résidents. À ce titre, il doit observer, dans l'aménagement, l'organisation et le fonctionnement de son établissement, toutes les règles de prudence et de surveillance qu'exige la sécurité de ses résidents. Cette obligation de sécurité qui pèse sur lui est "causal" : elle joue non seulement lorsqu'il a directement provoqué le dommage, mais aussi quand il en a aggravé les conséquences en ne prenant pas les mesures qui auraient permis d'éviter ce dommage.

Ce document ne constitue pas une solution toute faite applicable à tous les adhérents. Chaque situation est différente et nécessite une appréciation sur le terrain. L'UNME reste à votre disposition pour évoquer vos contraintes particulières

Détermination des postes strictement nécessaires à la poursuite de l'activité

Deux cas de figures se présentent :

Tous les étudiants sont partis de mon foyer

Des étudiants sont encore présents dans mon foyer

- Si tous les étudiants sont partis de mon foyer, quels sont les postes nécessaires à la poursuite de l'activité ?

Ex : l'agent comptable pour les paies et la comptabilité, un personnel de direction ou un technicien pour une visite quotidienne de sécurité, un personnel de direction pour préparer le retour des étudiants...

- S'il reste des étudiants dans le foyer, quels sont les postes strictement nécessaires à la continuité de l'activité et à la sécurité des étudiants ?

Ex : agent d'entretien des locaux, veilleur de nuit, animateur, salarié pour contrôler le système de sécurité incendie, personnel de direction...

Une fois que ces postes sont repérés, en lien avec les salariés, qu'il est acté que la continuité du poste ne peut pas l'être en télétravail, il faut déterminer les conditions de travail et de protection de ces salariés.

Ces salariés seront amenés à se déplacer pour se rendre sur leur lieu de travail. L'employeur doit établir une attestation à destination de son salarié sous la forme :

« Je soussigné.... Président du Conseil d'Administration (ou Directrice Directeur) atteste que Monsieur Madame... ne peut exercer son activité en télétravail et par conséquent doit se rendre (dates) ou doit se rendre une fois par jour à (adresse) »

Pour les postes qui ne sont pas strictement nécessaires à la poursuite de l'activité :

Opter pour le télétravail

Le télétravail peut être mis en œuvre lorsque l'aménagement du poste de travail est rendu nécessaire pour permettre la continuité de l'activité de l'entreprise et pour garantir la protection des salariés.

L'article L. 1222-11 du code du travail mentionne le risque épidémique comme pouvant justifier le recours au télétravail sans l'accord du salarié.

La mise en œuvre du télétravail dans ce cadre ne nécessite aucun formalisme particulier.

Modifier les congés annuels déjà posés

L'employeur peut déplacer des congés déjà posés par le salarié sur une autre période à venir pour couvrir la période d'absence, compte tenu des circonstances exceptionnelles en application de l'article L. 3141-16 du code du travail. Par contre, si le salarié n'a pas posé de congés, l'employeur ne peut les imposer.

Arrêt maladie pour garde d'enfant de moins de 16 ans

Les salariés contraints de garder leurs enfants suite aux fermetures de crèches, d'écoles et de collèges, peuvent bénéficier d'un arrêt maladie si l'aménagement du poste en télétravail n'est pas possible et si la modification des congés non plus. L'employeur est chargé de la déclaration auprès de la sécurité sociale.

Le salarié doit justifier de l'âge du ou des enfant(s) à garder et attester qu'il est le seul à pouvoir garder le ou les enfant(s) à domicile. Le modèle d'attestation est [téléchargeable ici](#)

Adapter l'activité à la baisse : la solution de l'activité partielle

Le dispositif d'activité partielle peut être sollicité par les entreprises dans le cadre de circonstances à caractère exceptionnel (article R. 5122-1 du code du travail). Les salariés qui, tout en restant liés à leur employeur par un contrat de travail, subissent une perte de salaire imputable soit à la fermeture temporaire de l'établissement (ou d'une partie de l'établissement), soit à la réduction de l'horaire de travail habituellement pratiqué dans l'établissement en deçà de la durée légale du travail, dans le cadre de l'épidémie, bénéficient d'un maintien de salaire à hauteur de 84% du salaire net sans toutefois être inférieur au SMIC.

Lorsque les salariés sont placés en position d'activité partielle, le contrat de travail est suspendu mais non rompu. Ainsi, sur les heures ou périodes non travaillées, les salariés ne doivent pas être sur leur lieu de travail, à disposition de leur employeur et se conformer à ses directives.

Toutes les demandes doivent être déposées sur le portail dédié <https://activitepartielle.emploi.gouv.fr/> en amont du placement effectif des salariés en activité partielle.

Toutefois et au vu des circonstances particulières, le gouvernement a décidé que la demande pouvait être faite dans les 30 jours de la mise en chômage partiel. (pour des raisons techniques de surcharge du site de déclaration)

Conseil : Tentez de faire la déclaration le plus tôt possible. Si vous vous heurtez à un problème technique, imprimez l'écran d'erreur et envoyez un mail au référent local de la Direccte (dont vous trouverez la [liste ici](#)) dont vous dépendez en expliquant votre démarche. Cela prouvera la date à laquelle vous avez lancé la procédure.

Il vous appartiendra ensuite de renouveler cette demande par le biais du site dédié jusqu'à ce vous ayez accès à la procédure de déclaration.

Attention : Le choix de la mise en activité partielle a un impact sur le salaire de vos employés. Même s'il ne peut pas être inférieur au SMIC, le salaire à leur verser n'est que de 84% du net (ou 70% du brut). Cette solution ne doit être utilisée qu'en dernier recours si vous ne pouvez pas favoriser le télétravail, la prise de congés ou si les salariés ne peuvent pas prendre d'arrêt maladie.

Attention, il est rappelé que le confinement n'est pas une raison suffisante pour qu'un salarié justifie une absence. Il doit être placé dans un des statuts ci-dessus.

Gestion des résidences et accueil des étudiants

A ce stade, aucune consigne n'est donnée dans le sens d'une fermeture de nos résidences.

Les dernières informations émanant du ministère de l'Education Nationale et du ministère de la Santé tablent sur une fermeture des établissements d'enseignement de 15 jours à trois semaines.

Plusieurs cas de figure vont se présenter. Certains étudiants vont naturellement rentrer chez leurs parents. D'autres peuvent vouloir rester dans les résidences. Les étudiants étrangers ne vont, dans la majeure partie des cas, pas pouvoir repartir chez eux.

Il n'existe pas une seule réponse applicable à tous les établissements de l'UNME. Les situations sont diverses et chaque résidence doit prendre les mesures qui s'imposent.

Comme rappelé en préambule, il faut rappeler que **le logement en résidence étudiante est considéré comme un domicile**. A ce titre, il n'est pas possible d'en interdire l'accès aux étudiants titulaires d'un contrat d'hébergement.

Le gestionnaire d'un logement-foyer est tenu d'une obligation de sécurité à l'égard de tous ses résidents.

Vous pouvez donc prendre toute mesure allant dans ce sens.

- Fermeture des salles commune.
- Adaptation de la restauration collective (dans ce cas, vous pouvez envisager d'individualiser la restauration ou simplement décider de la suspendre jusqu'à nouvel ordre).
- Limitation de l'accès du foyer aux seuls résidents.
- Suspension des activités et rassemblements dans le foyer.

Cette liste n'est pas exhaustive

Les mesures d'information sur les gestes barrière, doivent être affichées et relayées auprès des étudiants. (Cf dernière note envoyée)

En cas de difficultés économiques

Le Gouvernement a prévu tout un ensemble de mesures pour venir en aide aux entreprises. Vous les trouverez en suivant [ce lien](#)

L'UNME se tient à votre disposition pour toute autre question.